

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 4 (2025)

Faits saillants

- ❖ Singapour : Mistral AI annonce un bureau dans la Cité-État pour conquérir l'Asie-Pacifique
- ❖ Philippines : Erosion de 84,3 % de l'excédent de la balance des paiements en 2024 à -3,7 Md USD.
- ❖ Indonésie : Ouverture du marché carbone aux investisseurs internationaux.

**LE CHIFFRE À
RETENIR**
4,6 Md USD

Total des financements
des start-ups de
l'ASEAN en 2024
(-42 % vs 2023)

Région

AMRO : révisions de croissance de l'ASEAN à la hausse pour 2024, mais à la baisse pour 2025

Selon les dernières prévisions de l'AMRO, la croissance de la zone ASEAN a été revue à la hausse pour l'année 2024 à 5,0 % (+0,3 p.p), portée par : (i) une demande extérieure solide dans le secteur manufacturier (et surtout l'électronique) ; (ii) des trajectoires d'inflation stabilisées ; (iii) des conditions favorables sur le marché de l'emploi ; (iv) une consommation privée plus résiliente que prévue (notamment par rapport à la Chine, au Japon ou à la Corée). Pour 2025 cependant, les incertitudes globales dans un contexte post-réélection de Trump pourraient avoir un impact négatif sur diverses composantes de la croissance, en particulier sur le commerce extérieur de l'ASEAN, si les droits de douane appliqués aux biens exportés vers les Etats-Unis venaient à augmenter. L'AMRO a ainsi rabaisé légèrement ses prévisions de croissance pour la zone de 0,1 p.p., à 4,8 %, dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, qui devrait n'atteindre que 3,3 % pour 2025 et 2026 selon le FMI. L'institution note cependant qu'en raison du contexte global incertain, le processus de désinflation en cours pourrait être perturbé, remettant en question les assouplissements monétaires décidés par les banques centrales de la région, avec des implications pour la viabilité budgétaire et la stabilité financière.

Le financement des startups d'Asie du Sud-Est en baisse pour la troisième année consécutive en 2024

À 4,6 Md USD seulement en 2024, le financement des startups de la région a enregistré une baisse de 42 % par rapport à l'année précédente, poursuivant une tendance baissière entamée depuis trois ans. Ce montant ne représente qu'un cinquième du pic de financement atteint en 2021, reflétant des défis plus larges dans la région, notamment les pressions macroéconomiques et l'évolution des priorités des investisseurs. La vigueur du dollar américain a redirigé les flux de capitaux vers les marchés américains, tandis que le financement en phase finale a chuté de 64 %. Les startups basées à Singapour ont capté 68 % du financement régional, avec une domination des investissements dans les technologies financières et la banque numérique. Malgré le ralentissement économique, l'Asie du Sud-Est a accueilli une nouvelle licorne, Tyme Group, en décembre. Les investissements en phase de démarrage devraient rester au cœur de l'attention, les investisseurs locaux privilégiant une approche attentiste dans l'attente de conditions de marché plus favorables. Par ailleurs, les incertitudes économiques aux États-Unis pourraient freiner les investisseurs étrangers, bien que des opportunités demeurent, notamment dans les secteurs de la technologie et des chaînes d'approvisionnement.

Indonésie

Le gouvernement souhaite conserver l'intégralité des recettes d'exportation en Indonésie pendant un an

Le gouvernement indonésien a annoncé un futur durcissement des restrictions aux sorties de capitaux qui touchent les exportateurs de ressources naturelles générant plus de 250 000 USD. Alors qu'actuellement 30 % des recettes doivent être conservés trois mois dans le pays, la mesure annoncée viserait à conserver en Indonésie l'intégralité des devises perçues pour une durée d'un an. Cette mesure, annoncée par le ministre coordinateur pour les affaires économiques et qui pourrait être effective à compter du 1^{er} mars, vise à augmenter les réserves de change de 90 Md USD (actuellement 155,7 Md USD) et à stabiliser la roupie dans un contexte économique incertain. Les entreprises, inquiètes pour leur trésorerie, demandent plus de flexibilité. Actuellement, les restrictions sur les sorties de devises s'appliquent aux entreprises des secteurs de l'exploitation minière, des plantations, de la sylviculture et de la pêche. Elles pourraient être élargies à d'autres secteurs avec l'adoption de la nouvelle réglementation annoncée par les autorités. La banque centrale a dans ce cadre introduit de nouveaux instruments financiers (SVBI et SUVBI) pour inciter les exportateurs de matières premières à rapatrier leurs revenus en devises dans les banques locales.

L'Indonésie ouvre son marché carbone aux investisseurs internationaux

L'Indonésie a ouvert lundi 20 janvier son marché carbone, pour le segment de la compensation, aux acheteurs internationaux. Lancé en 2023, le marché carbone indonésien était jusqu'à présent réservé aux seuls acteurs locaux. Le 20 janvier, plus de 41 000 tonnes d'équivalent CO₂ ont été échangées, sur un total de 1 780 000 tonnes éligibles à l'achat international, correspondant à six projets, avec un prix maximal de 8,82 USD par tonne, bien au-dessus du prix moyen de 2,9 USD enregistré en 2024. IDXCarbon a confirmé la participation de neuf acheteurs sans en dévoiler l'identité ni les détails des transactions.

Malaisie

Reprise des négociations sur un accord de libre-échange avec l'Union européenne

A l'occasion de la visite à Bruxelles du Premier ministre malaisien le 20 janvier, ce dernier ainsi que la Présidente de la Commission européenne ont annoncé la relance des négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Malaisie. Un premier cycle de négociations avait débuté en 2010 avant d'être suspendu en 2012 à la demande de la Malaisie. L'Union européenne est le 4^{ème} partenaire commercial de la Malaisie avec des échanges atteignant 47,8 Md USD en 2024 (8 % du total) et le 3^{ème} investisseur en Malaisie avec des investissements directs représentant 24,3 Md USD en stock au 3^{ème} trimestre 2024 (12 % du total des IDE entrants), après Singapour (24 %) et la Chine (incl. Hong Kong, 17 %).

Estimations de croissance de 5,1 % pour 2024

Selon les premières estimations du département des statistiques malaisien, le PIB a augmenté de 4,8 % au 4^{ème} trimestre en g.a., en ralentissement par rapport au trimestre précédent (+5,3 % en g.a.) principalement en raison du recul du secteur agricole (-0,6 % en g.a.) et de celui des industries extractives (-1,4 % en g.a.). La croissance s'établirait ainsi à 5,1 % pour l'année 2024 après +3,6 % en 2023. Elle est portée principalement par les secteurs des services (59 % du PIB ; +5,3 % en g.a.) et des industries manufacturières (23 % ; +4,2 % en g.a.) dont l'activité a été tirée par la reprise des exportations. Elle a également bénéficié de la forte expansion du secteur de la construction (4 % du PIB ; +17,2 % en g.a.) tirée par des projets dans les domaines des infrastructures et des centres de données. Les secteurs agricole (6 % du PIB) et des industries extractives (6 %) ont de leur côté enregistré des hausses de 3,0 % et de 0,8 % respectivement (en g.a.). La modération de la hausse des prix à la consommation, à 1,8 % pour 2024 (après 2,5 % en 2023) a également contribué à soutenir l'activité. L'inflation sous-jacente s'établit au même niveau (1,8 % après 3,0 % l'année précédente).

Erosion de 36 % de l'excédent commercial en 2024 malgré le rebond des exportations

L'érosion de l'excédent commercial malaisien (à 29,9 Md USD, soit 7 % du PIB) s'est accentuée en 2024 (-36,4 % après -16,0 % en 2023, en g.a.), le rebond des exportations (329,6 Md USD ; +5,7 % après -8,0 %, en g.a.) n'ayant pas compensé celui plus important des importations (299,7 Md USD ; +13,2 % en g.a.). L'amélioration des ventes à l'étranger a été portée principalement par le secteur électrique et électronique (40 % des exportations ; +4,5 % en g.a.), qui a été également le premier contributeur aux flux entrants (33 % des importations ; +28,0 % en g.a.). La filière huile de palme et produits dérivés (9 % des exportations ; +12,0 % en g.a.) a aussi vu ses ventes augmenter tandis que celles d'hydrocarbures et produits pétroliers raffinés (14 % des exportations) ont diminué de 8,0 % en g.a. La Chine est restée le 1^{er} partenaire commercial de la Malaisie (60,5 Md USD d'exportations et 68,5 Md USD d'importations), devant Singapour (50,5 Md USD et 64,8 Md USD) et les Etats-Unis (43,4 Md USD et 27,6 Md USD) avec lesquels les échanges ont augmenté de 29,9 % en g.a. L'Union Européenne maintient sa 4^{ème} place (25,3 Md USD et 22,5 Md USD) mais recule du 4^{ème} au 5^{ème} rang des fournisseurs du pays, derrière Taiwan. Sa part de marché s'est légèrement réduite (7,5 % contre 7,8 % en 2023) malgré la hausse des importations malaisiennes en provenance de l'UE (+9,8 % en g.a.).

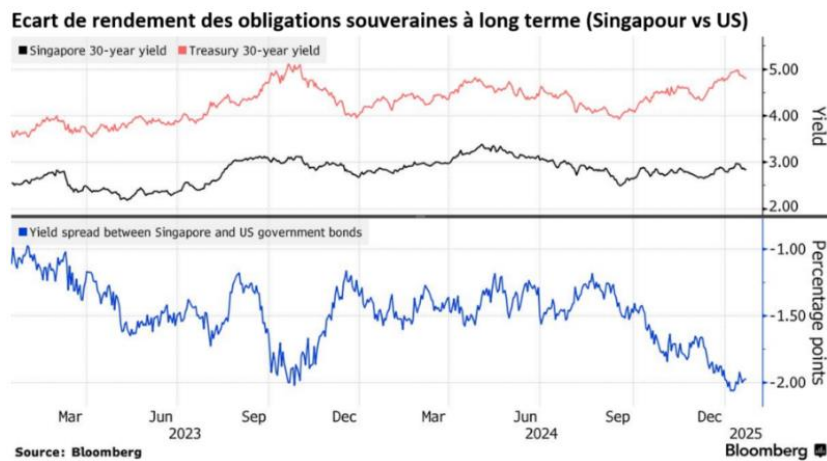
Singapour

Mistral AI annonce son arrivée prochaine à Singapour pour conquérir l'Asie-Pacifique

Depuis le Forum de Davos en Suisse, Arthur Mensch, co-fondateur et PDG de Mistral AI, a révélé lors d'une interview ses projets d'introduction en bourse et d'expansion à l'étranger, avec l'annonce de l'ouverture prochaine d'un bureau à Singapour, signalant une percée sur le marché de l'Asie-Pacifique. Pour rappel, la firme fondée début 2023 a reçu le soutien d'investisseurs en capital-risque tels qu'Andreessen Horowitz, General Catalyst et Lightspeed Venture Partners, ainsi que d'entreprises comme Nvidia, Salesforce et IBM, levant ainsi plus de 621 M USD. Selon les dernières estimations, Mistral AI est évaluée à environ 6 Md USD.

L'écart de rendement entre les obligations de long terme singapouriennes et américaines se creuse

L'écart de rendement entre les obligations souveraines à 30 ans de Singapour et les bons du Trésor américain a atteint un niveau record de 200 points de base, avec un risque de creusement supplémentaire. Cette divergence s'explique par la hausse des rendements américains, portée par des politiques budgétaires expansionnistes, tandis que la faible émission de dette de Singapour maintient des rendements bas. Si les incertitudes budgétaires américaines persistent, les rendements singapouriens pourraient encore baisser. Toutefois, la politique monétaire de la MAS pourrait exercer une pression haussière sur les taux. La demande pour la dette singapourienne reste forte malgré une offre limitée, soutenant des rendements faibles. La récente adjudication d'obligations à 30 ans a affiché un ratio d'offre/couverture élevé. Les analystes estiment que l'évolution de l'offre de dette sera cruciale pour les rendements à venir, avec une prochaine adjudication attendue en avril 2024.



Assouplissement monétaire pour la première fois depuis le début de la pandémie

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS), a assoupli sa politique monétaire pour la première fois depuis plus de quatre ans. Contrairement aux banques centrales traditionnelles qui ajustent les taux d'intérêt, la MAS pilote sa politique via le taux de change effectif nominal du dollar de Singapour (S\$NEER), en le maintenant dans une bande de fluctuation prédéfinie autour d'une pente d'évolution. Pour ce faire, elle intervient sur le marché des changes afin d'influencer l'appréciation ou la dépréciation du S\$NEER, avec pour objectif de garantir la stabilité des prix à moyen terme. La MAS anticipe une modération des coûts d'importation, soutenue par la baisse des prix mondiaux du pétrole et des conditions favorables d'approvisionnement alimentaire. La décision de réduire légèrement la pente de la bande de fluctuation du S\$NEER intervient dans un contexte de ralentissement de l'inflation et de croissance économique plus robuste que prévu en 2024. Le dernier assouplissement monétaire remontait à mars 2020, en pleine pandémie de COVID-19. Depuis, la MAS a resserré sa politique à cinq reprises entre 2021 et 2022, avant de maintenir une position restrictive jusqu'à cette récente décision. L'inflation sous-jacente devrait poursuivre son repli en 2025, tandis que la croissance économique est attendue entre 1 % et 3 %. Toutefois, les incertitudes liées aux politiques commerciales américaines, notamment de potentiels droits de douane sous une nouvelle administration Trump, pourraient affecter le commerce mondial et peser sur l'économie singapourienne. Dans ce contexte, les analystes anticipent une approche prudente de la MAS, qui continuera de surveiller de près l'évolution du commerce mondial avant d'envisager de nouveaux ajustements de politique.

L'aéroport de Changi en passe de renouer avec les niveaux de trafic passagers d'avant-crise covid

Avec 67,7 millions de passagers en 2024, l'aéroport de Changi a atteint 99,1 % des niveaux d'avant la pandémie (+14,8 % par rapport à 2023), décembre étant le mois le plus chargé. L'Asie du Nord, menée par la Chine, est la région où le trafic de passagers connaît la croissance la plus rapide. L'aéroport a également connu une augmentation significative du fret aérien, avec une augmentation de 14,6 % de la manutention du fret. Changi a ajouté 11 nouvelles villes à son réseau et accueilli huit nouvelles compagnies aériennes de passagers en 2024. Profitant de cette dynamique d'expansion, l'aéroport s'attend à une croissance de 3 à 5 % du trafic passagers cette année, dépassant ainsi les niveaux pré-pandémiques.

Vietnam

De nombreuses sociétés font face à la pression des échéances sur le marché des obligations d'entreprises en 2025

Selon Vietnam Investors Service and Credit Rating Agency (VIS Rating), en 2024, les émissions d'obligations d'entreprise ont augmenté de 40 % en 2024 pour atteindre 19,1 Md USD. Le secteur bancaire est à l'origine de 70 % de ces émissions, et le secteur immobilier, de 17 %. Toutefois, des retards de remboursement ont été enregistrés pour 14,5 % des obligations arrivées à maturité. En janvier 2025, VIS Rating prévoit que 22% des obligations arrivant à échéance fassent défaut sur le paiement du principal. Le secteur immobilier reste le plus vulnérable, avec environ 4,4 Md USD d'obligations arrivant à échéance pour 2025 dont 1,2 Md USD arrivant à l'échéance fin 2024. Le ministère des Finances (MoF) propose des réformes pour améliorer la transparence du marché, notamment en exigeant des notations de crédit par une agence reconnue par le MoF.

9,6 Md USD de remises reçues par Ho Chi Minh – Ville en 2024

Ce montant représente 60 % du total des remises reçues par le Vietnam en 2024 et est en hausse de 140 M USD reçus par la ville par rapport à 2023. Les envois depuis l'Asie dominant (53,8%, en hausse de 24,1 % en g.a.), tandis que ceux d'Océanie, des Amériques et d'Europe ont augmenté de 20 %, 4,4 % et 19,1 %, respectivement. Ces trois dernières années, Ho Chi Minh - Ville a capté environ 55 % des transferts annuels du pays, reflétant une croissance continue et significative des flux financiers vers cette métropole. Par ailleurs, alors que le Vietnam cherche à accélérer sa montée en gamme économique, la diaspora est de plus en plus vue comme une source de technologies. Certains textes officiels appellent ainsi les Vietnamiens d'outre-mer à « transférer des connaissances et des compétences » mais aussi des « sciences et des technologies avancées vers la production vietnamienne » et à jouer un rôle de « pont » (entre les écosystèmes d'innovation).

VinGroup propose de financer les études de faisabilité pour la création d'une nouvelle ligne de métro à Ho Chi Minh Ville

Le principal conglomérat vietnamien a transmis une requête à l'administration de Ho Chi Minh Ville afin d'être autorisé à proposer un tracé et un plan d'investissement pour la création d'une ligne de métro entre la métropole du sud et le district portuaire de Can Gio. Ce projet traduit un changement d'approche. En 2018, de grands groupes nationaux comme VinGroup et T&T avaient proposé de réaliser gratuitement des études de faisabilité pour la construction de lignes de métro à Hanoï. Or, aucune suite n'avait été donnée à ses projets à l'époque. Cet accord s'inscrirait dans les projets de long-terme de chacune des parties. D'une part, la municipalité d'Ho Chi Minh Ville révisé actuellement son schéma directeur des transports à horizon 2040 avec une vision à 2060. Avec Hanoi, les deux villes doivent également faire des propositions relatives à la rédaction d'un nouveau projet de loi concernant développement de leurs infrastructures, devant être présenté lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale en février prochain. HCMV étudie notamment la construction d'un pont pouvant remplacer l'actuel ferry reliant Can Gio à

la métropole, projet que VinGroup a proposé d'intégrer dans son étude de faisabilité. D'autre part, la municipalité a également approuvé récemment deux projets pour le développement de la zone. Tout d'abord, la construction confirmée en octobre 2024 d'un hub touristique et d'une smart city, projet dont VinGroup – via sa filiale Can Gio Tourism Urban Joint Stock Company – est l'investisseur principal à hauteur de 8,5 Md USD. Ensuite, le développement du « superport » de Can Gio qui a pour but de s'inscrire parmi les principaux ports de transbordement d'Asie et du monde, pour un investissement total de 4,8 Md USD.

Thaïlande

Davos : la Première ministre Paetongtarn priorise les rencontres avec des entreprises pour attirer des investissements étrangers vers le Royaume

Dans le cadre du Forum économique mondial 2025 à Davos, la Première ministre (PM) Paetongtarn, accompagnée d'une large délégation de ministres, a annoncé avoir prévu des rencontres avec de nombreux dirigeants de multinationales telles que Coca-Cola, Nestlé, Bayer, AstraZeneca, Google, Salesforce, pour tenter d'attirer davantage d'investissements étrangers en Thaïlande, et DP World pour renforcer sa position de hub logistique régional. La délégation officielle qui l'accompagne comprend notamment le ministre des Finances Pichai Chunhavan, le ministre de l'Économie numérique Prasert Jantararungtong, et le ministre du Commerce Pichai Nariphaphan, ainsi que d'autres hauts responsables. La Thaïlande souhaite accroître les investissements directs étrangers, favoriser l'innovation et la formation dans les secteurs du futur, afin de créer des opportunités et des revenus supplémentaires pour la population. La PM signe également à l'occasion de son déplacement à Davos, en Suisse, un accord de libre-échange avec l'AELE (EFTA), composé de l'Islande, la Norvège, la Suisse et du Liechtenstein.

Baisse de fréquentation des touristes chinois : 10 000 annulations et 12 400 chambres affectées

Le secteur touristique thaïlandais enregistre un fort repli de la clientèle chinoise, avec 10 000 annulations de voyages recensées par l'Autorité du tourisme de Thaïlande (TAT). Sur le plan aérien, 40 vols charters ont été annulés (environ 20 % de passagers en moins) chez Thai Lion Air. Les hôtels subissent 12 400 annulations de chambres dont 4 572 par des Chinois et 7 856 par d'autres nationalités. Les villes les plus concernées sont Bangkok, Nonthaburi, Chiang Rai, Chonburi, Krabi. Les craintes des touristes chinois ont été alimentées par des affaires de trafic humain, d'escroqueries téléphoniques et l'affaire de l'acteur Wang Xing, enlevé et déporté en Birmanie, qui a particulièrement résonné sur les réseaux sociaux chinois. L'objectif d'attirer 8 millions de visiteurs chinois en 2025, voire 8,8 à 9 millions selon le ministère du Tourisme, paraît incertain et cette baisse de l'afflux de touristes chinois au moment clef du nouvel an chinois pourrait avoir des répercussions globales sur l'année y compris au-delà du secteur du tourisme, notamment le secteur du luxe.

Un nouveau projet de taxe carbone approuvé : pas de trajectoire annoncée

Le Conseil des ministres a approuvé un projet de décret intégrant un prix carbone de 200 bahts par tonne dans la taxe d'accise sur les carburants. En décalage avec l'objectif comportemental d'une taxe carbone, le gouvernement a insisté sur le fait que cette mesure n'aurait aucun impact sur le prix de détail des carburants, la nouvelle taxe étant initialement compensée intégralement par une baisse d'autres composantes des accises. Aucune trajectoire d'augmentation de la taxe n'a encore été annoncée. Le ministère de l'Énergie avertit toutefois que si le taux augmentait ultérieurement, le coût final des transports et les prix de détail pourraient augmenter. Le ministère des Transports souligne que cette mesure est cohérente avec la stratégie « Green and Safe Transport » (2018-2037). Selon le ministère des Ressources naturelles, la législation doit tenir compte de la nouvelle limite de 0,001 % de soufre dans les carburants et aligner les coefficients sur l'UNFCCC. Les carburants concernés comprennent notamment l'essence, y compris mélangée à de l'éthanol, le kérosène, le diesel et le GPL. Le NESDC suggère de consacrer plus de ressources à la baisse des émissions, d'élargir la taxe carbone à d'autres filières et de lancer un système d'échange de quotas. Le mécanisme répond au contexte international, où l'UE met en place le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF).

Philippines

Signature d'un protocole d'accord avec les Emirats Arabes Unis pour développer 1 GW de projets ENR

Un protocole d'accord a été signé le 15 janvier 2025 entre Masdar, leader émirati des énergies renouvelables, et le ministère de l'Énergie des Philippines, en marge de la Semaine de la durabilité d'Abou Dhabi. Cet engagement prévoit le développement de 1 GW de projets d'énergie renouvelable - principalement solaire et éolien - sur l'ensemble du territoire philippin d'ici 2030. Il s'inscrit dans la continuité de l'accord de coopération signé entre les Philippines et les Émirats Arabes Unis lors de la visite officielle du président Ferdinand Marcos Jr. en novembre 2024. Ce partenariat contribuera à l'objectif du Philippine Energy Plan (PEP) 2023-2050 d'accroître la part des énergies renouvelables dans la production électrique à 35 % d'ici 2030 et 50 % d'ici 2040 (contre 22 % en 2023).

Le Japon et les Philippines ont renouvelé pour la quatrième fois leur accord de swap bilatéral (BSA)

The Bank of Japan, pour le compte du ministre des Finances japonais, et la Banque Centrale philippine (BSP) ont signé le quatrième avenant de leur accord de swap bilatéral (BSA ; 2001, 2006, 2014, 2022) en vigueur depuis le 1er janvier 2025. Cet accord permet aux deux pays d'échanger leurs monnaies locales contre des dollars américains, tout en offrant aux Philippines une option d'échange du peso en yens japonais. Les plafonds sont fixés à 12 Md USD (ou équivalent en yens) pour les Philippines et 500 M USD pour le Japon. Le BSA vise à renforcer les filets de sécurité financiers en réduisant l'exposition au risque de change lors des périodes de volatilité et assurant une source de liquidité.

L'excédent de la balance des paiements 2024 (+642 M USD) en forte baisse par rapport à 2023

La balance des paiements a affiché un déficit de 1,5 Md USD au mois de décembre 2024 (contre un excédent de 642 M USD en g.a. et un déficit de 2,3 Md en novembre 2024). Malgré ce déficit enregistré en décembre, la position cumulée de la balance des paiements affiche un excédent de 609 M USD sur l'année 2024, mais demeure toutefois inférieure aux niveaux de 2023 (3,7 Mds USD soit -84,3%). Cette forte baisse reflète notamment l'augmentation du déficit commercial, la baisse des recettes nettes des services et des emprunts extérieurs nets. Elle a toutefois été en partie atténuée par la poursuite des entrées nettes provenant des envois de fonds ainsi que des investissements nets de portefeuille et des investissements directs étrangers. Les réserves de change ont progressé en glissement annuel (+3,0%), atteignant 106,8 Md USD fin 2024 représentant 7,5 mois d'importations ou 3,7 fois la dette extérieure à court terme du pays.

Cambodge

Bonnes récoltes de riz, pour 2024

Le Cambodge a exporté environ 651 000 t de riz usiné en 2024 (-0,7 %) pour un montant de 491 M USD (+5,3 %), selon la Fédération du riz du Cambodge. Le riz parfumé représente 76 % des exportations totales. L'UE renforce encore sa place de premier acheteur du riz cambodgien, en absorbant 327 156 t (+23,6 %), soit 50 % des exportations de riz décortiqué. L'achat par sept pays de l'ASEAN a augmenté de 36 % à 127 076 t (20 % du total). Les exportations vers la Chine, en revanche, poursuivent leur baisse (-44,6 %) pour atteindre 117 925 t (18 % du total). Les autres destinations représentent 12 % du total, avec 79 365 t (-7 %). L'augmentation vers l'UE et l'ASEAN permet donc de compenser la forte baisse vers la Chine. En 2024, le Cambodge a également exporté 5,2 Mt de riz brut (+18 %), pour une valeur de 1,5 Md USD (+13,3 %). Cependant, les exportations de riz cambodgien devraient faire face, en 2025, à la chute du prix de riz OM, variété non parfumée destinée principalement au marché vietnamien. En outre, le retour de riz indien sur le marché mondial et la découverte de résidus de pesticides dépassant les limites maximales dans le riz exporté vers l'UE pourraient peser sur les exportations cambodgiennes.

Lancement de « Bakong Tourists App » avec VISA

La Banque nationale du Cambodge (BNC) a lancé, le 22 janvier, l'application « Bakong Tourists App » en partenariat avec VISA. Basée sur le système Bakong, garanti par la BNC, elle vise à faciliter les paiements par QR codes pour les touristes internationaux. Pour mémoire, cette application a vu le jour en août 2024 et un partenariat avec Mastercard avait été lancé en novembre 2024. L'application Bakong Tourists App est destinée à faciliter la vie des touristes au Cambodge. Elle permet, en effet, aux utilisateurs d'éviter des problèmes courants liés aux billets abîmés, aux opérations de change manuel et à la double comptabilité dollar-riel. Alors que les paiements par carte étaient peu développés au Cambodge, le pays a fait un saut technologique avec les paiements par QR Code (lancés par ABA initialement). Facteur d'inclusion financière des plus modestes, ces paiements continuent de se développer, et pas uniquement plébiscités par la population jeune et connectée. Et les commerçants intègrent pleinement les paiements mobiles à leur stratégies commerciales.

Laos

Electricité verte, pour le Vietnam

Le projet de ferme éolienne Monsoon, le premier au Laos et le plus important d'Asie du Sud-Est, devrait être achevé fin janvier. Il comportera 90 éoliennes réparties sur 250 ha, pour une puissance de 600 MWc, à porter à 1 000 MWc dans une seconde phase. Bénéficiant d'une concession de 25 ans pour un investissement de 990 M USD, financé, notamment, par la Banque asiatique de développement (BAD) et la coopération japonaise (JICA). Il est porté par un consortium d'entreprises privées, en particulier Mitsubishi, ACEN Renewables International (Philippines) et BCPG (Thaïlande). Situé dans la province montagneuse de Sékong, centre du Laos, cette centrale sera reliée au Vietnam par une ligne à 500 kV de 71 km, dont 27 km au Laos. Il est prévu que cette installation exporte 1 700 GWh d'électricité par an vers le centre du Vietnam. L'entreprise d'Etat PowerChina avait obtenu un contrat d'EPC pour la réalisation de ce projet.

Après l'électricité, la mine

L'industrie minière a, en 2024, accueilli 2,5 Md USD d'investissements, en hausse de 1,8 % par rapport à 2023. Quant à la vente de produits miniers, exportations comprises, elles ont progressé de 13 % en 2024. Ce sont ainsi 244 entreprises qui font de l'exploitation et de l'exploration minières au Laos. Le pays exploite ainsi ses atouts, comme l'exportation de matière première agricole aussi. Pour autant, la situation n'est pas si simple. Sur les 244 sociétés disposant d'une concession, seules 58 en sont à la phase de production. Et les autorités laotiennes souhaitent, précisément, rénover le régime des concessions minières. Il s'agira de s'assurer d'un bon équilibre entre attirer des investisseurs et préserver les recettes budgétaires de l'Etat ; c'est d'autant plus important s'agissant de ressources naturelles épuisables. Sans surprise, les projets chinois sont désormais majoritaires (ils étaient plutôt vietnamiens il y a quelques années).

Birmanie

Développement de projets éoliens en partenariat avec la Russie (Rosatom)

Zeya & Associates Co Ltd, une entreprise birmane dirigée par Zeya Thura Mon, proche de la junte, et l'entreprise russe Rosatom, ont présenté le 14 janvier au ministre en chef de la région de Mandalay les résultats d'une étude de faisabilité pour un projet éolien de 200 MW à Kyaukpadaung. Les autorités ont dit souhaiter accélérer le développement de ce projet. L'association entre Zeya, contractant EPC dans le secteur de l'énergie ayant notamment travaillé avec l'entreprise chinoise VPower au Myanmar, et NovaWind, filiale de Rosatom, pour lancer des études de faisabilité pour des projets éoliens, date du forum économique international de Saint-Pétersbourg de juin 2023. Le Ministère de l'Energie lui-même aurait signé huit protocoles d'entente pour des projets éoliens, dont trois avec Rosatom, comprenant le projet à Kyaukpadaung ci-dessus. Les deux autres projets avec Rosatom prévoient 116 MW dans le canton de Minhla et 56 MW dans le canton de Mindon (région de Magway).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr